

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



OFB
OFFICE FRANÇAIS
DE LA BIODIVERSITÉ

Établissement public à caractère administratif (E.P.A) :

Siège :

Office Français de la Biodiversité
12, Cours Louis Lumière
94300 Vincennes

Direction générale déléguée Ressources – Direction des Finances :

Service Commande Publique
5, rue Saint Thibault – Saint Benoit – 78610 AUFFARGIS
Téléphone : 01 30 46 60 00 – Télécopie : 01.30.46.60.60

OBJET DE LA CONSULTATION :

**RESTAURATION PASSIVE DES HERBIERS DE PHARENOGAMES MARINES : ENLEVEMENT
ET VALORISATION DES CORPS-MORTS ILLICITES ET DES DECHETS EN MER AU SEIN DU
PARC NATUREL MARIN DU CAP CORSE ET DE L'AGRIATE (PNMCCA)**

MARCHE CONCLU SELON LA PROCEDURE D'APPEL D'OFFRES OUVERT

Selon les dispositions législatives et réglementaires
du code de la commande publique du 1er avril 2019 (CCP)
(Articles L2124-2, R2124-2 1° et R2161-2 à R2161-5)

Marché n° 2025-72

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET ET FORME DU MARCHÉ	3
1.1 OBJET DU MARCHÉ	3
1.2 ALLOTISSEMENT	3
1.3 PROCÉDURE, FORME ET MONTANT DU MARCHÉ	3
1.4 CLAUSE ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE	4
ARTICLE 2 : DURÉE – DELAIS D'EXECUTION ACCORD-CADRE ET MARCHES SUBSEQUENTS	5
2.1 DUREE DE L'ACCORD-CADRE	5
2.2 DUREE DES MARCHES SUBSEQUENTS	5
2.2. DELAIS D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE ET DES MARCHES SUBSEQUENTS	5
2.3. PROLONGATION DU DELAI D'EXECUTION	6
ARTICLE 3 : PIECES CONTRACTUELLES	6
ARTICLE 4 : MODALITES D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE ET DES MARCHES SUBSEQUENTS	7
4.1. CONDITIONS D'EMISSION ET CONTENU DES BONS DE COMMANDE	7
4.2. PASSATION ET ATTRIBUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS	7
4.2. LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS	9
4.3. REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES	9
4.4. REMPLACEMENT DES INTERVENANTS	9
4.5. OBLIGATIONS DE CONFIDENTIALITE	10
4.6. VERIFICATION ET ADMISSION DE L'ACCORD CADRE ET DES MARCHES SUBSEQUENTS	10
ARTICLE 5 : PRIX	11
5.1 NATURE DES PRIX	11
5.2 CONTENU DES PRIX	11
5.3 CLAUSE DE REEXAMEN DE L'ACCORD-CADRE ET DES MARCHES SUBSEQUENTS	12
5.4 VARIATION DES PRIX	12
5.5 CLAUSE DE SAUVEGARDE	13
ARTICLE 6 : MODALITES DE PAIEMENT ET DE FACTURATION	13
6.1 PAIEMENT	13
6.2 AVANCE DE L'ACCORD-CADRE ET DES MARCHES SUBSEQUENTS	13
6.3 ACOMPTE	14
6.4 MODALITES DE FACTURATION	14
6.5 CESSIION OU NANTISSEMENT DE CREANCE	15
6.6 RETENUE DE GARANTIE	15
ARTICLE 7 : PENALITES	16
7.1 CALCUL DES PENALITES	16
7.2 PENALITE DE RETARD	16
7.3 PENALITE POUR ABSENCES AUX REUNIONS	16
7.4 PENALITES POUR NON-RESPECT DES DISPOSITIONS ENVIRONNEMENTALES PREVUES	16
7.5 MISE A JOUR DES DOCUMENTS	16
7.6 PENALITE DE RETARD POUR LA LEVEE DES RESERVES	16
7.7 PENALITES POUR TRAVAIL DISSIMULE	17
ARTICLE 8 : SOUS-TRAITANCE	17
ARTICLE 9 : OBLIGATIONS DES PARTIES CONTRACTANTES	17
9.1 OBLIGATIONS DU TITULAIRE	17
9.2 OBLIGATIONS DE L'OFB	18
ARTICLE 10 : LANGUE	18
ARTICLE 11 : PROPRIETES INTELLECTUELLE ET PATRIMONIALE	18
ARTICLE 12 : RESILIATION	18
ARTICLE 13 : ATTESTATIONS FISCALES ET SOCIALES, TRAVAILLEURS ETRANGERS	18
ARTICLE 14 : EVOLUTIONS DE LA SOCIETE, REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE	19
ARTICLE 15 : ASSURANCES	19
ARTICLE 16 : DIFFERENDS	19
ARTICLE 17 : DEROGATION AU CCAG-FCS	20

ARTICLE 1 : OBJET ET FORME DU MARCHÉ

1.1 Objet du marché

Le présent accord-cadre a pour objet de :

- Retirer : l'ensemble des corps-morts illicites, macrodéchets et anciens émissaires sous-marins ;
- Procéder au transport et à la valorisation de l'ensemble des matériaux récupérés sous l'eau. Les principaux matériaux retrouvés sous l'eau sont le béton majoritairement, le caoutchouc (pneus), les métaux (acier, fer), le plastique (bouées, macrodéchets plastique) et, dans une moindre mesure, les déchets verts (bois) ;

au sein du Parc naturel Marin du Cap Corse et de l'Agriate (PNMCCA).

L'objectif de ces retraits étant la restauration passive des herbiers de phanérogames marines.

Les prestations attendues sont explicitées dans le(s) Cahier(s) des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

1.2 Allotissement

L'accord-cadre et le marché subséquent 1, sont allotis comme suit :

- Lot 1 : enlèvement de corps-morts et macrodéchets en mer ;
- Lot 2 : transport et valorisation de l'ensemble des éléments sous l'eau.

1.3 Procédure, forme et montant du marché

La procédure de passation de l'accord-cadre est l'appel d'offres ouvert en application des articles L2124-2, R2124-2 1° et R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique (CCP).

Il s'agit, pour chacun des lots, d'un **accord-cadre multi-attributaires** s'exécutant par **l'émission de bons de commande** et la **conclusion de marchés subséquents**, conformément aux dispositions des articles R2162-1 à R2162-14 du CCP. Les montants minimums et maximums sur la durée totale de l'accord-cadre sont indiqués ci-dessous.

L'accord-cadre sera attribué à **3 opérateurs économiques** (sous réserve d'un nombre suffisant d'offres).

Il est précisé que la présente procédure permettra de désigner les titulaires de l'accord-cadre multi-attributaires mais également l'unique titulaire du marché subséquent 1. En effet :

- **l'attributaire classé en première position du classement de l'accord-cadre assurera la partie à bons de commande pour la durée de l'accord-cadre ;**
- **l'attributaire classé en première position du classement du marché subséquent 1 assurera les missions spécifiques de la campagne RIPHA2** (dont le descriptif et le chiffrage sont inclus dans le DCE (CCTP et DPGF)) ;
- des marchés subséquents ordinaires ou à bons de commande seront passés en fonction du besoin du pouvoir adjudicateur sur remise en concurrence des titulaires de l'accord-cadre.

N° Lot	Intitulé du lot	Forme	Montant minimum (€ TTC)	Montant maximum (€ TTC)	Durée (mois)	Attributaires
1	Enlèvement de corps-morts et macrodéchets en mer	Accord cadre à bons de commande (BDC) et à marchés subséquents (MS)	Sans	156 000	48	3 (*)
		MS 1 (ordinaire)	Estimation : 76 000		9	1
2	Transport et valorisation de l'ensemble des éléments sous l'eau	Accord cadre à bons de commande (BDC) et à marchés subséquents (MS)	Sans	234 000	48	3 (*)
		MS 1 (ordinaire)	Estimation : 114 000		9	1
		Global (AC)	Sans	390 000		

(*) sous réserve d'un nombre suffisant d'offres

Il est précisé que le budget maximal pour le seul marché subséquent 1 (RIPHA 2) est de 190 000 € TTC.

Il s'agit d'un marché de services.

1.4 Clause environnementale et sociale

L'objet même du marché vise à la maîtrise des impacts environnementaux. En effet les prestations d'enlèvement des corps-morts illicites et des déchets au sein du Parc naturel marin du cap Corse et de l'Agriate doit permettre une restauration passive des herbiers de phanérogames marines.

L'exécution du présent accord-cadre comme des marchés subséquents en découlant devra appliquer les conditions d'exécution environnementales suivantes :

Livrables (lots 1 et 2) :

Il est demandé au titulaire :

- **d'optimiser le poids des documents produits** et de privilégier **l'usage de serveurs partagés** plutôt que l'envoi de plusieurs versions successives par mails.
- **d'optimiser les documents produits s'ils doivent être amenés à être imprimés** (lisibilité équivalente en Noir et Blanc plutôt qu'en couleur, suppression des aplats de couleur inutiles, utilisation de Polices de Caractère "light" ou écologiques de type EcoFont, optimisation de la mise en page pour réduire les espaces et donc le nombre de pages).

Mode de transport (lots 1 et 2) : Les modalités de déplacement ont une incidence directe et significative sur les émissions de gaz à effet de serre (GES). A cette fin, le pouvoir adjudicateur intègre des considérations visant à réduire l'impact environnemental des prestations de transport mises en œuvre au titre de l'exécution du marché. Il est ainsi notamment attendu du titulaire que ce dernier intègre, pour les lots 1 et 2, une réflexion sur l'impact environnemental des modes de transport utilisés. Il veillera à optimiser l'organisation des déplacements, à limiter les rotations inutiles et à privilégier des solutions adaptées au contexte local, dans une logique de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Gestion des déchets (lot 2) : Le pouvoir adjudicateur souhaite concourir au mieux aux objectifs prévus par l'article [L541-1 du code de l'environnement](#) et notamment en ses articles L541-1 4°, 4°ter, 7° et 9°. **A ce titre il est attendu du titulaire qu'il soit pleinement mobilisé.**

Si le réemploi n'est pas envisageable, la solution retenue devra tenir compte de la [hiérarchie des modes de traitement des déchets](#) dont le titulaire aura la charge du transport et de leur valorisation :

- préparation en vue de la réutilisation ;
- recyclage ;
- valorisation matière.

Si aucune de ces possibilités n'est envisageable, le titulaire pourra proposer la valorisation énergétique, puis en dernier recours, l'élimination.

A ce titre, il devra :

- Différencier les éventuelles ressources (réemploi) et caractériser les déchets, selon leur nature pour permettre la recherche de la meilleure voie de valorisation possible, avant tout transfert vers une installation intermédiaire ou dans un exutoire dûment autorisé à les prendre en charge, en portant une attention particulière aux déchets dangereux ;
- Prendre toutes les dispositions exigées en matière de stockage, d'étiquetage et de transport requis.

Dans le cadre de l'exécution de chaque bon de commande et de chaque marché subséquent ordinaire, le titulaire devra produire les taux de réemploi, réutilisation, recyclage et de valorisation matière atteint. Au global de chaque opération (bdc ou MS) il devra atteindre le meilleur taux possible de « seconde vie » (quel que soit la forme, et par opposition à « élimination des déchets ultimes ») pour l'ensemble des catégories de déchets (hors dangereux).

ARTICLE 2 : DURÉE – DELAIS D'EXECUTION ACCORD-CADRE ET MARCHES SUBSEQUENTS

2.1 Durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre sera conclu pour une période de 48 mois à compter de sa notification. Il n'est pas reconductible.

L'émission des bons de commande intervient dans les conditions définies à l'article 4.1 du présent CCAP.

2.2 Durée des marchés subséquents

Le marché subséquent 1 (RIPHA2) est conclu pour une durée à compter de sa notification jusqu'à l'admission des prestations.

Chaque autre marché subséquent, ordinaire ou à bons de commande, déterminera sa durée.

2.2. Délais d'exécution de l'accord-cadre et des marchés subséquents

Chaque bon de commande de l'accord-cadre précisera, compte tenu de la prestation, son délai d'exécution ou à défaut de mention, un délai de 30 jours calendaires s'appliquera.

Le délai d'exécution du marché subséquent 1 (RIPHA2) est fixé à 9 mois entre le 1^{er} septembre 2026 et le 31 mai 2027.

Chaque autre marché subséquent, ordinaire ou à bons de commande, déterminera le(s) délai(s) d'exécution.

Il est précisé que :

- l'exécution d'un marché subséquent ordinaire ne pourra excéder 6 mois à compter de la date d'expiration de l'accord-cadre ;

- l'exécution d'un bon de commande d'un marché subséquent à bons de commande ne pourra excéder :
 - o 6 mois à compter de la date d'expiration de l'accord-cadre,
- ou
 - o 3 mois à compter de la date d'expiration du marché subséquent à bons de commande sur le fondement duquel il a été émis.

Le pouvoir adjudicateur définit des délais particuliers de tâches dans le CCTP et les marchés subséquents et en communiquera d'autres au titulaire, en cours d'exécution, selon le besoin.

2.3. Prolongation du délai d'exécution

Conformément aux dispositions de l'article 13.3 du CCAG-FCS, lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, il doit formuler une demande expresse de report de délai exposant clairement :

- les circonstances/causes du retard prévu,
- la date de survenance du fait générateur,
- le délai supplémentaire demandé.

ARTICLE 3 : PIÈCES CONTRACTUELLES

Les pièces constitutives **de l'accord-cadre** sont les suivantes, énumérées ci-dessous par ordre de priorité décroissant :

- l'acte d'engagement (AE) et son annexe financière (Bordereau des Prix Unitaires) ;
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP),
- le cahier des clauses techniques particulière (CCTP),
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG-FCS), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 dans sa dernière version à la date d'envoi à la publication de l'avis d'appel public à la concurrence relatif à la présente consultation et réputé connu par le titulaire,
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels avenants, postérieurs à la notification du marché,
- le mémoire technique du titulaire.

Les pièces constitutives **des marchés subséquents** sont les suivantes, énumérées ci-dessous par ordre de priorité décroissant :

- le marché subséquent valant l'acte d'engagement (AE) et son annexe financière (Bordereau des Prix Unitaires et/ou Décomposition du Prix Global et Forfaitaire);
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) de l'accord-cadre,
- le cahier des clauses techniques particulière (CCTP) de l'accord-cadre,
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG-FCS), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 dans sa dernière version à la date d'envoi à la publication de l'avis d'appel public à la concurrence relatif à la présente consultation et réputé connu par le titulaire,
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels avenants, postérieurs à la notification du marché,
- le mémoire technique du titulaire.

Le CCAG-FCS est téléchargeable sur le site des ministères économiques et financiers : <https://www.economie.gouv.fr/daj/cahiers-clauses-administratives-generales-et-techniques>

Est réputé non écrite toute mention des documents établis par le titulaire contraire aux clauses de l'acte d'engagement/marché subséquent, du présent CCAP ou CCAG-FCS.

Fait seule foi, les exemplaires originaux de l'AE et son annexe, du CCAP et du mémoire technique conservés dans les archives du pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 4 : MODALITES D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE ET DES MARCHES SUBSEQUENTS

4.1. Conditions d'émission et contenu des bons de commande

Le présent accord-cadre mixte inclut une part fixant toutes les stipulations contractuelles s'exécutant par l'émission de bons de commande sur la base des prix du bordereau des prix unitaires (BPU de l'accord-cadre).

L'émission des bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité de l'accord-cadre.

Les commandes sont faites au fur et à mesure des besoins par le moyen de bons de commande délivrés par le pouvoir adjudicateur et qui comporteront :

- la référence du marché, son objet et le **numéro du lot** concerné (le cas échéant) ;
- la désignation succincte des prestations attendues, rédigée conformément aux intitulés du BPU ;
- la quantité commandée ;
- les prix unitaires ;
- le montant total de la commande HT et TTC, la TVA ;
- le lieu et le délai de livraison ;
- les références de la Direction Régionale, pilote administratif du lot ;
- les références du service supportant la dépense ;
- le nom et les coordonnées du prestataire ;
- la date.

Chaque bon de commande est adressé par courrier électronique (avec demande d'accusé de réception par le titulaire) ou par courrier postal. Dans ce dernier cas, le titulaire vérifie que toute demande arrivant par courrier est bien une première demande et non une confirmation de courrier électronique.

Les personnes habilitées à signer les bons de commande sont celles habilitées par direction ou entité de l'OFB.

4.2. Passation et attribution des marchés subséquents

Pendant la durée de validité de l'accord-cadre, les marchés subséquents seront conclus, après remise en concurrence des titulaires de l'accord-cadre, à l'émergence d'un besoin à l'exception du premier marché subséquent (RIPHA2, dont le descriptif et le chiffrage sont inclus dans le DCE) dans les conditions énoncées à l'article 1.3 du présent document.

Critères d'analyse : Pour chaque marché subséquent, les titulaires devront soumettre une offre technique et financière, laquelle sera jugée au regard, notamment, des critères suivants :

N°	Critères (et sous-critères)	Détail des points	Bornes de pondération*
1	Valeur technique	10 pts	20 % - 70 %
2	Démarche environnementale	10 pts	10 % - 60 %
3	Prix des prestations	10 pts	30 % - 80 %

*Il est entendu que le total des pondérations affectés à l'ensemble des critères retenus est toujours égal à 100%.

Chaque marché subséquent fixera, parmi la liste ci-dessus :

- les critères retenus,
- le cas échéant, les sous-critères,
- leur pondération, dans le respect des bornes indiquées ci-dessus.

Les modalités de remise de l'offre des marchés subséquents seront mentionnées dans la lettre de consultation propre à chaque marché subséquent.

Obligation de réponse : les titulaires s'engagent à répondre à toutes les mises en concurrence. En cas d'impossibilité pour un titulaire de répondre à une consultation relative à la passation d'un marché subséquent, il devra en informer le pouvoir adjudicateur par écrit en justifiant de la réalité de cette impossibilité. A partir de la troisième impossibilité non justifiée ou insuffisamment justifiée, sur la durée de l'accord-cadre, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le titulaire pour faute (sans indemnité), dans les conditions de l'article 12 du présent CCAP de l'accord-cadre.

Offre financière : Les unités indiquées au BPU de l'accord-cadre ne sont pas exhaustives : chaque marché subséquent pourra prévoir des unités dites « nouvelles » à condition qu'elles aient un lien direct avec l'objet de l'accord-cadre.

Les prix mentionnés au BPU de l'accord-cadre, valant prix de l'accord-cadre pour les bons de commande qui seront établis sur son fondement, constituent également des prix maximums que le titulaire s'engage à ne pas dépasser lors des marchés subséquents. Ils seront révisés selon les conditions prévues par le présent CCAP en son article 5.4.

En cas de production par le titulaire de l'accord-cadre de montants supérieurs, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'inviter le titulaire de l'accord-cadre à régulariser son offre en appliquant au maximum les prix plafonds du BPU de l'accord-cadre. A défaut de régularisation, l'offre sera déclarée irrégulière.

Le CCAP et le CCTP de l'accord-cadre ne seront pas joints dans les documents de consultation des marchés subséquents mais sont réputés connus des titulaires de l'accord-cadre et s'appliquent à chaque marché subséquent.

Variantes et prestations supplémentaires éventuelles (PSE) : Chaque marché subséquent définira, selon le besoin, la possibilité ou l'obligation, pour les titulaires, de présenter une ou des variantes et/ou des PSE.

Modalités de mise à disposition des documents : les documents de consultation de chaque marché subséquent seront mis à disposition des titulaires de l'accord-cadre **via la plateforme des achats de l'Etat (PLACE) exclusivement sur l'adresse électronique fournie par ceux-ci, adresse qui doit rester valide jusqu'au terme de l'accord-cadre**. Un courriel du profil acheteur PLACE viendra informer le titulaire du lancement d'un nouveau marché subséquent en donnant accès à la consultation et aux documents associés par code d'accès personnel. Pour accéder aux documents, le titulaire devra saisir cette clé de contrôle, ainsi que son identifiant et son mot de passe à PLACE.

Documents à fournir pour les marchés subséquents :

- le marché subséquent valant acte d'engagement
- le bordereau de prix unitaires (si MS à bons de commande)
- le détail quantitatif estimatif (si MS à bons de commande)
- la décomposition du prix global et forfaitaire (si MS ordinaire)
- le mémoire justificatif des dispositions prises par les titulaires pour l'exécution du marché subséquent
- le cas échéant, le dossier variante et/ou PSE.

La liste précitée n'est pas exhaustive, la lettre de consultation pourra préciser les éventuels autres documents à fournir.

Délai de consultation de chaque marché subséquent : il sera mentionné dans la lettre de consultation tout en étant défini et proportionné selon le besoin identifié

Documents à produire par l'attributaire : Après avoir été informé de l'attribution du marché et afin de le formaliser, le pouvoir adjudicateur adresse, pour signature par une personne dûment habilitée à engager la société (ou le groupement), le marché subséquent valant acte d'engagement.

Autres documents et informations susceptibles d'être demandés et contrôlés qui n'auraient pas été déjà fournis ou récupérés automatiquement, conformément aux dispositions des articles R.2143-6 à 10 et R.2143-13 du CCP :

- Attestation d'assurance (responsabilité civile) ;
- Attestations de régularité fiscale et sociale mises à jour (exemple : attestation de vigilance URSSAF, attestation fiscale) ;
- En cas de redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés ;

L'acheteur accepte, comme preuve suffisante attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'exclusion mentionné aux articles L.2141-1, L.2141-4 et L.2141-5 du CCP, une déclaration sur l'honneur.

Le candidat établi à l'étranger produit un certificat établi par les administrations et organismes de son pays d'origine ou d'établissement.

Si, dans les délais précisés dans l'information au candidat retenu, le candidat retenu n'est pas en mesure de fournir les documents demandés, ou si des écarts ont été constatés entre l'offre signée et l'offre remise initialement ou mise au point avec l'acheteur, le marché sera attribué au soumissionnaire suivant dans l'ordre de classement.

4.2. Lieu d'exécution des prestations

Le CCTP ou les marchés subséquents définissent les lieux d'exécution selon la nature des prestations.

Si nécessaire, les réunions physiques se dérouleront dans les locaux de l'OFB, ou autre site validé avec le titulaire de l'accord-cadre ou du marché subséquent.

4.3. Réalisation de prestations similaires

Conformément à l'article R2122-7 du code de la commande publique, l'acheteur peut passer un marché de services sans publicité ni mise en concurrence préalables ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées au titulaire d'un marché précédent passé après mise en concurrence.

4.4. Remplacement des intervenants

La bonne exécution des prestations est placée sous la responsabilité du titulaire.

Le titulaire du marché présente dans son offre le(s) référent(s) et l'équipe avec laquelle il exécutera les prestations du marché.

Si le(s) référent(s), nommément désignés, ne sont plus en mesure d'accomplir leur tâche, le titulaire doit :

- En aviser, sans délai, le pouvoir adjudicateur et prendre toutes dispositions nécessaires, afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ;
- Proposer au pouvoir adjudicateur un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il lui communique le nom, les titres dans un délai de 20 jours calendaires (par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-FCS) à compter de la date d'envoi de l'avis mentionné ci-dessus.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-FCS, le remplaçant proposé par le titulaire est considéré comme accepté par le pouvoir adjudicateur, si celui-ci ne le récuse pas dans le délai de 20 jours courant à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent.

Si le pouvoir adjudicateur récuse le remplaçant, le titulaire dispose d'un nouveau délai de 20 jours pour proposer un autre remplaçant.

La décision de récusation prise par le pouvoir adjudicateur doit être motivée.

Les avis, propositions et décisions du pouvoir adjudicateur sont notifiés selon les modalités fixées à l'article 3.1 du CCAG-FCS.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de récusation des remplaçants par le pouvoir adjudicateur, le marché peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 41.

4.5. Obligations de confidentialité

Le candidat reconnaît que toutes les informations divulguées pendant la durée d'exécution demeurent la propriété exclusive de l'OFB et, par conséquent, le candidat reconnaît que toute divulgation non autorisée de cette information confidentielle par l'OFB peut causer des dommages sérieux à celle-ci.

Par conséquent, le candidat s'engage envers l'OFB afin de protéger ses intérêts, à :

- a) utiliser l'information divulguée uniquement aux fins pour lesquelles elle a été divulguée ;
- b) ne pas permettre à un tiers d'avoir accès à cette information sauf dans les cas où une divulgation de celle-ci s'avère nécessaire à la réalisation de l'objet de sa divulgation ;
- c) prendre toutes les mesures appropriées, lorsque la divulgation d'information à un tiers devient nécessaire, afin de protéger la confidentialité de celle-ci en requérant de la part du tiers un engagement de confidentialité visant à assurer le même régime de protection de cette information que celui prévu aux présentes ;
- d) prendre tous les moyens raisonnables appropriés pour limiter l'accès à ladite information.

Tous les documents et informations confiés ou diffusés au prestataire sont confidentiels, le prestataire se reconnaît tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits et informations dont il pourra avoir connaissance au cours de l'exécution de sa mission et s'interdit toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise de documents à des tiers sans l'accord préalable de l'OFB.

Conformément à l'article 5.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché.

Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Le non-respect de ces obligations relatives à la confidentialité peut entraîner une résiliation pour faute du présent marché.

4.6. Vérification et admission de l'accord cadre et des marchés subséquents

Les prestations de vérification et d'admission s'effectueront pour chaque bon de commande et à l'issue de l'exécution de chaque marché ordinaire (dont MS1 RIPHA2).

4.6.1 Opération de vérification

Les opérations de vérification quantitative et qualitative ont pour objet de permettre au pouvoir adjudicateur de contrôler notamment que le titulaire :

- A mis en œuvre les moyens définis dans le marché, conformément aux prescriptions qui y sont fixées ;
- A réalisé les prestations définies dans le marché comme étant à sa charge, conformément aux dispositions contractuelles.

Il sera réalisé une analyse des livrables transmis. Celle-ci fera l'objet d'un avis écrit du pouvoir adjudicateur. Ces documents seront repris par le titulaire jusqu'à l'obtention d'un avis favorable du pouvoir adjudicateur, et ce, sans qu'aucun frais supplémentaire ne puisse être réclamé par le titulaire. Dans le cas où les documents ne peuvent être repris (selon la temporalité de leur utilisation par exemple), une réfaction pourra être décidée venant acter du défaut de leur qualité.

4.6.2 Admission

L'admission est prononcée par le représentant du pouvoir adjudicateur habilité à cet effet dans les conditions prévues à l'article 30.1 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de 30 jours calendaires pour procéder aux vérifications et notifier sa décision de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet.

Le cas échéant, ce délai passé, le silence du pouvoir adjudicateur vaudra admission.

4.6.3 Point de départ du délai pour les opérations de vérification

Le point de départ du délai est la date de production du dernier livrable, dans sa version finale, par le titulaire.

Ce délai ne constitue pas un obstacle au démarrage des opérations suivantes dans le cas de vérifications successives prévues par les documents du marché.

4.6.4 Présence du titulaire

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur n'informe pas le titulaire des jours et heures pour les vérifications.

4.6.5 Ajournement, réfaction, rejet :

Ces opérations d'ajournement, de réfaction et de rejet s'effectuent conformément aux articles 30.1 à 30.4 inclus du CCAG-FCS.

4.6.6 Garantie(s) des prestations :

Par dérogation à l'article 33 du CCAG-FCS, il n'est pas prévu de durée de garantie pour les prestations.

ARTICLE 5 : PRIX

5.1 Nature des prix

Le présent accord-cadre est traité à prix unitaires.

Le premier marché subséquent est traité à prix forfaitaires.

Chaque marché subséquent ultérieur définira son type de prix :

- Unitaires pour les marchés subséquents à bons de commande ;
- Forfaitaire pour les marchés subséquents ordinaires.

Ils sont établis en euros.

Les prix sont fixés dans l'annexe financière à l'acte d'engagement/au marché subséquent, le BPU (Bordereau de Prix Unitaires) et/ou la DPGF.

5.2 Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations. De même, ils sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations, incluant tous les frais de personnel, les frais de courrier, les frais de livraison éventuels, les charges, les fournitures, matériels et sujétions du titulaire. Les prix du titulaire devront comprendre les éventuels frais de déplacement, d'hébergement et restauration.

Le marché est rémunéré :

- Pour les prestations sur bons de commande : par l'application des prix unitaires figurant au bordereau des prix unitaires (BPU), à l'achèvement de chaque commande.
- Pour les prestations sur marchés ordinaires : par application des prix forfaitaires figurant à la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF), à l'achèvement des prestations.

Le prestataire sera tenu de fournir, à tout moment de l'exécution, à compter de la remise des offres et jusqu'à l'admission des prestations, tout détail ou sous-détail de prix ou de décomposition plus précise, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché sont exprimés hors TVA.

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

5.3 Clause de réexamen de l'accord-cadre et des marchés subséquents

Conformément à l'article R2194-1 du code de la commande publique, le présent marché peut être modifié **par ordre de service établi par le pouvoir adjudicateur** dans les cas suivants :

- En cas de suppression, en cours d'exécution du contrat, d'un indice/index prévu pour l'actualisation/révision des prix indiquée au CCAP. Dans ce cas, si l'organisme émetteur de l'indice/index préconise un indice/index de substitution ce dernier s'appliquera. Dans le cas contraire, il appartiendra au pouvoir adjudicateur de définir celui qui sera applicable à compter de la disparition du précédent ;
- En cas d'ajout de nouveaux prix unitaires au marché qui doivent être impérativement liés à l'objet du marché et rattachés à une famille générique du BPU et ne pas entraîner de modification du montant maximum du marché ;
- En cas de modification ou suppression de références, le titulaire s'engage à délivrer des fournitures de qualité au minimum équivalente, ou supérieure au produit initialement prévu dans le marché et ce, au même prix ;
- Selon le cas prévu par l'article R2194-6 1° du code de la commande publique : En cas de décès ou d'incapacité civile du titulaire. Dans ce cas le représentant du pouvoir adjudicateur peut résilier le marché ou accepter sa continuation par les ayants droits ou le curateur, par dérogation à l'article 39.1 du CCAG-FCS, cette modification ne fera pas l'objet d'un avenant ;
- Selon le cas prévu par l'article R2194-6 2° du code de la commande publique : en cas de cession du marché, à la suite d'une opération de restructuration du titulaire initial, à condition que cette cession n'entraîne pas d'autres modifications substantielles et ne soit pas effectuée dans le but de soustraire le marché public aux obligations de publicité et de mise en concurrence. Le nouveau titulaire doit remplir les conditions qui avaient été fixées par l'acheteur pour la participation à la procédure de passation du marché public initial ;
- En cas de remplacement du mandataire du groupement, dans le cas prévu à l'article 3.5 du CCAG-FCS ;
- Ceux prévus aux articles 5.2.2 « Protection des données à caractère personnel », 6.2 « Protection de la main d'œuvre et conditions de travail » et 7.2 « Protection de l'environnement » du CCAG applicable mais par dérogation aux articles 5.2.2, 6.2 et 7.2 du CCAG ces modifications ne feront pas l'objet d'un avenant.

Le cas échéant, chaque marché subséquent pourra prévoir ses propres clauses de réexamen.

5.4 Variation des prix

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques de l'indice connu à la date de remise des offres.

Les prix :

- du marché subséquent 1 (RIPHA2) sont fermes.
- initiaux de l'accord-cadre seront révisés, afin de tenir compte de la variation des conditions économiques, à la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre, dans la limite d'une seule révision par période de 12 mois.

Le prix est révisable selon la formule suivante :

$$P = P_o * (I_n / I_o)$$

P : prix révisé

P_o : prix initial du marché

I_n : Valeur de l'indice connu à la date de la demande de révision des prix

I_o : Valeur de l'indice connu à la date de remise des offres (précisé à l'acte d'engagement).

L'indice applicable est [l'indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 38.00 – Collecte, traitement et élimination des déchets ; récupération de matériaux : Identifiant 010764301](#), publié sur le site de l'INSEE.

Conformément à l'article 10.2.3 du CCAG-FCS, le coefficient est arrondi au millième supérieur¹.

Ces prix révisés annuellement, constitueront également les prix maximums de référence applicables lors des remises en concurrence des marchés subséquents (voir article 4.2 du présent CCAP).

La révision des prix doit faire l'objet d'une demande de la part du titulaire transmise par courriel au service financier, au plus tard un (1) mois avant la date anniversaire de notification de l'accord-cadre, à l'adresse mail suivante : revision-prix@ofb.gouv.fr, copie au service administratif du chef de projet désigné par l'OFB : baptiste.orsoni@ofb.gouv.fr. Cette demande de révision s'accompagne d'une nouvelle annexe financière actualisée incluant les éléments de calcul de la formule détaillée avec l'indice connu utilisé (ou les indices connus utilisés).

Passé ce délai, la demande de révision ne sera pas prise en compte.

L'annexe financière révisée doit faire l'objet d'un accord exprès du pouvoir adjudicateur par tout moyen dont un courriel avec accusé de réception.

La révision des prix ainsi acceptée est applicable aux bons de commandes signés à compter de la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre par une personne ayant reçu délégation à cet effet.

5.5 Clause de sauvegarde

Si l'évolution des prix à chaque période de révision est supérieure à 3%, l'Office Français de la Biodiversité (OFB) se réserve le droit de résilier la partie non exécutée du marché à la date d'application des nouveaux prix, dans les conditions prévues à l'article 12 du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP).

ARTICLE 6 : MODALITES DE PAIEMENT ET DE FACTURATION

6.1 Paiement

Conformément à l'article R2192-10 du CCP, les sommes dues au(x) titulaire(s), sont payées dans un délai global de trente jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes, après service fait.

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées : sur service fait après admission des prestations de chaque bon de commande / de chaque marché ordinaire, ou par acomptes trimestriels (ou mensuels dans les conditions de l'article R 2191-22 du code de la commande publique) si le titulaire en formule la demande (article 6.3 ci-après).

Le mode de paiement choisi est le mandat administratif.

En cas de retard de paiement, les intérêts moratoires sont versés. Le taux des intérêts moratoires correspond au taux directeur (en vigueur au 1er jour du semestre) de la Banque centrale européenne (BCE) augmenté de huit points de pourcentage.

Par ailleurs, une indemnité forfaitaire de 40 € pour frais de recouvrement doit s'ajouter systématiquement aux intérêts moratoires, dus au créancier.

6.2 Avance de l'accord-cadre et des marchés subséquents

En application des articles L.2191-2 et L.2191-3 du CCP, une avance pourra être accordée au titulaire du marché et à son sous-traitant à hauteur de 5%.

Conformément à l'article A.11.1 du CCAG-FCS et conformément aux articles R.2191-4, R.2191-13 et R.2191-16, du CCP, lorsque le titulaire ou le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise au sens de l'article R.2151-13 du CCP, le montant de l'avance est porté à 30%.

Ce versement précité sera possible dans les cas suivants :

¹ Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur (ex : 1,0252 = 1,026 ou 1,0250 = 1,025).

- pour l'accord-cadre ou chaque marché subséquent à bons de commande sans minimum : pour tout bon de commande égal ou supérieur à 50 000 € HT et dont la durée d'exécution est supérieure à 2 mois,
- pour chaque marché subséquent à bons de commande prévoyant un montant minimum supérieur à 50 000 € HT,
- pour chaque marché subséquent ordinaire d'un montant égal ou supérieur à 50 000 € HT et dont le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Les dispositions communes suivantes s'appliquent : Conformément à l'article R.2191-5 du CCP, le titulaire du marché ou son sous-traitant peut refuser le versement de l'avance. Il indique dans l'AE (ou le DC4 pour le sous-traitant) s'il accepte ou refuse le versement de l'avance.

En cas d'acceptation de l'avance, son montant est calculé selon les modalités de l'article R.2191-6 et suivants du CCP.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées par celui-ci atteint 65 % (et, pour le sous-traitant, 65% du montant des prestations sous-traitées). Le remboursement doit, en tout état de cause, être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant toutes taxes comprises des prestations qui lui sont confiées au titre du bon de commande (et pour le sous-traitant 80% également).

Si le titulaire qui a perçu l'avance, sous-traite une part de l'exécution du bon de commande postérieurement à sa notification, il doit rembourser la fraction de l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées, alors même que le sous-traitant ne peut ou ne souhaite pas en bénéficier. Le remboursement par le titulaire s'impute alors sur les sommes qui lui sont dues dès la notification de l'acte spécial.

6.3 Acompte

Chaque acompte doit faire l'objet d'une demande de versement d'acompte qui devra faire mention des éléments listés à l'article 11.2 du CCAG-FCS dans les conditions des articles R2191-20 à R2191-22 du code de la commande publique.

Ainsi, la **périodicité du versement des acomptes est fixée au maximum à trois mois. Lorsque le titulaire du marché est une petite ou moyenne entreprise** ou un artisan au sens de l'article [R. 2151-13](#), une société coopérative de production, un groupement de producteurs agricoles, une société coopérative d'artisans, une société coopérative d'artistes ou une entreprise adaptée, **ce délai est ramené à un mois sur demande du titulaire du marché**, pour les marchés de fournitures et de services.

Chaque paiement partiel n'obtient son caractère définitif qu'après la levée des réserves des prestations en cause le cas échéant.

Le montant d'un acompte ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte : l'acompte rémunère un service fait.

6.4 Modalités de facturation

Le règlement des dépenses se fera par mandat administratif suivi d'un virement.

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur au moment de l'exécution des prestations.

La dématérialisation des factures est obligatoire pour toutes les entreprises y compris pour les Très Petites Entreprises (TPE). Les factures doivent se conformer aux obligations de l'[article 96 F à 96 I bis inclus du Code Général des Impôts, annexe 3](#).

La facture comprend, outre les mentions légales, les renseignements suivants :

- date d'émission de la facture ;
- numéro de la facture ;
- Identité du vendeur (nom, adresse, SIREN ou SIRET ou RCS) ;
- n° d'identification TVA ;
- identité de l'acheteur (nom, service, adresse) ;
- la référence du marché ;
- l'objet du marché ;
- n° du bon de commande (sur facture ou dans le champs CHORUS) ;
- la désignation succincte de la prestation exécutée (phase n° ou UO) par site concerné (le cas échéant) ;
- le montant HT et TTC à payer et annoté en lettre pour les factures manuscrites ;
- article du CGI (si fournisseur non assujetti à la TVA ou pour prestations non soumises. Dans ce cas, à l'appui, le titulaire doit produire une attestation) ;
- le taux et le montant de la TVA applicable au jour de la facturation ;
- le numéro de compte bancaire ou postal du titulaire.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire sauf stipulation contraire prévue dans la réponse fournie par les candidats.

Les factures doivent donc être envoyées **sous forme dématérialisée** via l'application Chorus Pro, accessible à l'adresse :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les demandes de paiement / factures dématérialisées, adressées à l'Office Français de la Biodiversité (OFB), devront comporter les informations suivantes :

- Le numéro de SIRET, qui identifiera l'OFB en tant que destinataire de la facture : 130 025 919 00015 ;
- Le numéro du service gestionnaire qui permettra d'aiguiller le traitement de la facture : VIN
- Le numéro d'engagement. Il se présente selon le format suivant : format xxx/millésime/n° 7 caractères soit : EJ/ORD/MILLESIME/XXXXXXX

Dans le cas où vous n'auriez pas ces informations, vous pourrez les demander au service prescripteur.

Pour des informations complémentaires, vous pouvez également consulter le site Communauté Chorus Pro (<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>), dédié à la préparation à la facturation électronique.

6.5 Cession ou nantissement de créance

Le marché pourra être nanti ou cédé dans les conditions fixées aux articles L.2191-8 et R.2191-45 à R.2191-63 du CCP.

Le nantissement ou la cession sera notifié(e) au seul comptable assignataire.

Le Directeur Financier est seul compétent pour fournir les renseignements attendus à :

OFFICE FRANÇAIS DE LA BIODIVERSITE
Madame la Directrice des Finances Adjointe
5 rue de Saint Thibault - Saint Benoist - 78610 AUFFARGIS

6.6 Retenue de garantie

Au titre du présent marché, il n'est pas prévu de retenue de garantie.

ARTICLE 7 : PENALITES

Les présentes pénalités sont applicables à l'accord-cadre et aux marchés subséquents. Chaque marché subséquent pourra selon les besoins spécifiques compléter ou modifier les présentes dispositions.

7.1 Calcul des pénalités

Dans le cas de cotraitants pour lesquels le paiement est effectué à des comptes séparés, les pénalités sont réparties entre les cotraitants conformément aux indications données par le mandataire. Dans l'attente de ces indications, les pénalités sont retenues en totalité au mandataire, sans que cette opération engage la responsabilité du pouvoir adjudicateur à l'égard des autres cotraitants.

Les pénalités indiquées ci-dessous sont, le cas échéant, cumulables entre elles. Elles ne sont pas libératoires et sont indépendantes des éventuelles réfections de prix consécutives aux opérations d'admission.

7.2 Pénalité de retard

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant est inférieur à 1 000 euros.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de retard est plafonné à 20 % du montant hors taxes du bon de commande ou du marché subséquent ordinaire.

La pénalité de retard est applicable pour chaque délai prévu par les clauses du présent marché ainsi que les délais transmis, en cours d'exécution, au titulaire.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, lorsque le délai contractuel est dépassé, le titulaire encourt une pénalité calculée par application de la formule suivante :

$$P = V * R / 300$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur s'applique au montant total HT du bon de commande ou du marché subséquent ordinaire ;

R = le nombre de jours calendaires de retard.

7.3 Pénalité pour absences aux réunions

En cas d'absence aux réunions, une pénalité fixée à 100 € sera appliquée par absence.

7.4 Pénalités pour non-respect des dispositions environnementales prévues

Dans le cas de non-conformité constatée par le pouvoir adjudicateur, une pénalité de 100 € est appliquée par non-conformité.

7.5 Mise à jour des documents

Les mises à jour des documents demandées par le pouvoir adjudicateur, seront à réaliser dans un délai spécifié par ce dernier ou par défaut d'un délai de 15 jours calendaires. Dans le cas de non-remise du document modifié dans le délai précité, une pénalité forfaitaire, par jour calendaire de retard d'un montant de 25 € sera appliquée.

7.6 Pénalité de retard pour la levée des réserves

Il est fixé au titulaire un délai pour lever les réserves éventuelles retenues le jour de l'admission des prestations. Ce délai court à compter de la date indiquée par le pouvoir adjudicateur dans la liste de réserves, sans mise en demeure préalable. Sans précision contraire au niveau de la liste des réserves, de la part du pouvoir adjudicateur le délai maximum de levée des réserves est la suivante : 2 semaines.

Au-delà de ce délai, le titulaire subira, par jour calendaire de retard pour la levée de chaque réserve, une pénalité forfaitaire de 50€ HT.

Au cas où ces prestations ne seraient pas réalisées dans le délai précité, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de les faire exécuter aux frais et risques du titulaire sans, toutefois, faire obstacle à l'application des pénalités précitées.

7.7 Pénalités pour travail dissimulé

En application de l'article L8222-6 du Code du Travail, l'OFB, informé par écrit par un agent de contrôle, de la situation irrégulière du titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L8221-3 et L8221-5 du Code du Travail, enjoint aussitôt ce dernier de faire cesser cette situation. Le titulaire ainsi mis en demeure apporte à l'OFB la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle.

A défaut de correction des irrégularités signalées dans un délai fixé par décret en Conseil d'Etat, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 200 € par jour ouvré de retard.

En outre, en application d'un décret le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'appliquer dès connaissance du travail dissimulé constaté lors d'un contrôle et ce sans mise en demeure, une majoration de 25% du montant du redressement des cotisations et contributions sociales mises en recouvrement.

Passé un délai de 10 jours ouvrés de retard, l'OFB peut résilier le marché de plein droit aux torts du titulaire dans les conditions prévues l'article 12 (résiliation) du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP).

ARTICLE 8 : SOUS-TRAITANCE

En cas de sous-traitance, le titulaire se conformera aux exigences de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée ainsi que des articles L2193-1 et suivants et R2193-1 et suivants du CCP.

Le titulaire ne peut sous-traiter l'exécution des prestations qu'à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Le titulaire reste seul et personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché. A ce titre, les défaillances des sous-traitants relevant du non-respect de leurs engagements ou de la cessation d'activité sont traitées comme des défaillances du titulaire.

Pour chaque sous-traitant présenté postérieurement à la notification du marché, le titulaire doit adresser au pouvoir adjudicateur, en envoi recommandé avec avis de réception postal ou contre récépissé, un dossier de demande comprenant :

- une déclaration mentionnant la nature des prestations dont la sous-traitance est prévue ; le nom, ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ; le montant prévisionnel maximum des sommes à verser directement au sous-traitant ; les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance ; les capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ;
- une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup des interdictions de soumissionner.

Le titulaire établit en outre qu'aucune cession ou nantissement de créance ne fait obstacle au paiement direct du sous-traitant.

L'acceptation du sous-traitant présenté postérieurement à la notification du marché et l'agrément de ses conditions de paiement sont constatés par un acte spécial signé par le titulaire et le pouvoir adjudicateur (DC4).

Le recours à la sous-traitance, sans acceptation préalable du sous-traitant et sans agrément préalable des conditions de paiement, expose le Titulaire à la résiliation du marché pour faute.

ARTICLE 9 : OBLIGATIONS DES PARTIES CONTRACTANTES

9.1 Obligations du titulaire

9.1.1 Obligation de résultat s'agissant des livrables et des délais

Le titulaire est tenu à une obligation de résultat dans l'exécution des prestations qui font l'objet du marché.

Cette obligation porte notamment sur les différentes prestations et les délais d'exécution des prestations.

Le titulaire s'engage à faire exécuter les prestations dans les conditions définies par le présent CCP.

Dans le cas où il serait établi que le titulaire n'a pas correctement exécuté les prestations demandées, il prend à sa charge leurs régularisations.

9.1.2 Obligation d'information et de conseil

Le titulaire s'engage à tenir l'OFB informé de manière régulière de l'exécution des prestations.

Le titulaire est le maître d'œuvre de l'ensemble des prestations à fournir. Il lui appartient, notamment, de conseiller l'OFB pendant toute la durée d'exécution du marché subséquent, de l'avertir de toute difficulté qu'il pourrait percevoir et de manière générale d'assurer toutes les actions utiles et nécessaires à la réalisation des prestations qui lui sont confiées.

9.2 Obligations de l'OFB

Dès la notification d'un marché, et pour permettre à l'équipe du titulaire de réaliser les prestations lui incombant dans les délais qui lui sont impartis, l'OFB s'engage à :

- mettre à la disposition du titulaire les informations et documents nécessaires à la réalisation de sa prestation ;
- désigner un représentant chargé de suivre les prestations et de coordonner ses relations avec le titulaire. Le chef de projet est garant du bon déroulement des prestations. Il assure les relations avec le prestataire.

Plus généralement, l'OFB s'engage à maintenir, tout au long de l'exécution des prestations, une collaboration active et régulière avec le titulaire.

ARTICLE 10 : LANGUE

Tous les documents écrits remis par le titulaire doivent être rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il devra fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français. De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales durant la phase d'exécution s'effectuera en français.

ARTICLE 11 : PROPRIETES INTELLECTUELLE ET PATRIMONIALE

Les mentions de l'article 37 du CCAG-FCS sont applicables.

ARTICLE 12 : RESILIATION

Les dispositions du chapitre 7 (articles 38 à 45) du CCAG-FCS, relatives à la résiliation du marché, sont applicables.

ARTICLE 13 : ATTESTATIONS FISCALES ET SOCIALES, TRAVAILLEURS ETRANGERS

Le titulaire produit préalablement à la notification du présent marché et tous les six mois jusqu'à la fin de son exécution, les documents mentionnés à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Les certificats fiscaux et sociaux légalement exigibles sont transmis avant notification du présent marché et renouvelés suivant les périodicités légales aux membres du groupement.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition gratuitement à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.fr>

Lorsqu'il contrevient à ces dispositions, après mise en demeure restée infructueuse, le titulaire peut faire l'objet d'une décision de résiliation du marché ses torts sans qu'il puisse prétendre à une indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

La mise en demeure est notifiée par écrit et assortie d'un délai. A défaut d'indication du délai, le titulaire dispose d'un (1) mois à compter de la notification de mise en demeure pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

La pénalité de retard peut être appliquée au titulaire s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail, relatifs à la déclaration de l'activité de l'entreprise et la déclaration des salariés de l'entreprise.

ARTICLE 14 : EVOLUTIONS DE LA SOCIETE, REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE

Conformément à l'article 3.4.2 du CCAG-FCS, le titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur, les modifications portant sur sa situation juridique et/ou économique survenant au cours de l'exécution du marché.

En cas de redressement ou de liquidation judiciaire, la poursuite de l'exécution ou la résiliation du marché se dérouleront conformément aux prescriptions légales et réglementaires en vigueur.

La résiliation du marché consécutivement à une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure par le pouvoir adjudicateur.

Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

ARTICLE 15 : ASSURANCES

Conformément à l'article 9 du CCAG-FCS, le titulaire :

- doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.
- doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du présent marché et avant tout commencement d'exécution de celui-ci, qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché.

A cet effet, il doit fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation comprenant notamment les conséquences pécuniaires encourues en cas de dommages corporels ou matériels causés lors de l'exécution du contrat.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 16 : DIFFERENDS

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Conformément au chapitre 8 du CCAG-FCS, les parties s'engagent à rechercher un règlement amiable soit de leur propre initiative, soit en faisant appel au Comité consultatif national de règlement amiable des différends (CCNRA) relatifs aux marchés passés par les établissements publics de l'Etat (articles R.2197-1 à R.2197-12 et D.2197-13 à D.2197-22 du CCP)² :

Direction des Affaires Juridiques
Sous-direction de la commande publique
Bureau économie, statistiques et techniques de l'achat public
Bâtiment Condorcet - 6 rue Louise WEISS
Télédéc 353 - 75703 PARIS Cedex 13
Téléphone : 01.44.97.03.20
Courriel : ccnra@finances.gouv.fr

² La saisine du Comité Consultatif National de Règlement Amiable des Différends relatifs aux marchés publics, ainsi que son instruction, est gratuite.

Ce dernier peut être saisi de tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou des prestations objet du marché.

Conformément aux articles R.2197-23 et R.2197-24 du CCP, en cas de différend concernant l'exécution des marchés publics, le recours au Médiateur des entreprises dont l'intervention est possible et gratuite³ .

En cas d'échec de la tentative amiable, les parties pourront recourir à la transaction telle que définie aux articles 2044 et suivants du Code civil. L'acceptation du résultat de la transaction implique renonciation à tous recours ultérieur pour le même objet.

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque raison que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre le représentant du pouvoir adjudicateur et le titulaire du marché ne pourront être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée des prestations à effectuer.

A défaut, le tribunal administratif de Melun est seul compétent.

Tribunal Administratif de Melun
43, rue du Général de Gaulle - Case postale n° 8630
77008 Melun Cedex
Téléphone : 01 60 56 66 30
Courriel : greffe.ta-melun@juradm.fr
Site internet : <https://melun.tribunal-administratif.fr/>

ARTICLE 17 : DEROGATION AU CCAG-FCS

Les dérogations sont les suivantes :

Articles du CCAP	Articles du CCAG-FCS
4.4 Remplacement des intervenants	3.4.3
4.6.2 Admission	28.2
4.6.4 Présence du titulaire	27.3
4.6.6 Garantie(s) des prestations	33
5.3 Clause de réexamen	5.2.2, 6.2, 7.2 et 39.1
7.2 Pénalités de retard	14.1, 14.1.2 et 14.1.3

³ <https://www.mieist.finances.gouv.fr/>